

## **Analyse des stratégies du parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie et du mouvement de libération du Congo aux élections de 2006 en République démocratique du Congo.**

Par  
**Nimi Ngoma Emmanuel\***  
**Mambueni Ngoma\*\***

---

### **R**ésumé

La présente étude s'attèle aux stratégies qui ont permis au Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD) et le Mouvement de Libération du Congo (MLC) d'obtenir des résultats significatifs aux élections de 2006: cent et onze sièges à l'Assemblée nationale et cent trente-deux députés provinciaux pour le PPRD et soixante-quatre députés nationaux et cent et quatre députés provinciaux pour le Mouvement de Libération du Congo (MLC). La présente étude analyse trois stratégies dominantes, à savoir: le recours aux leaders locaux, le recours à la violence et la force financière.

**Mots clés: Parti politique, élection, stratégies, violence**

### **ABSTRACT**

The current study deals with the strategies which permitted to the People Party of Democracy and Reconstruction (PPRD) and the Liberation Movement of Congo (MLC) to get the significant results of the 2006 elections: one hundred and eleven seats in the National Assembly for PPRD and sixty-four national members of parliament and one hundred and four provincial members of parliament for MLC. This study analyses three dominant strategies, such as: resorting to local leaders, the return to the violence and the financial force.

**Keywords : Political party, election, strategies, violence.**

---

\* Apprenant à la Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université de Kinshasa et Agent cadre à l'Institut de Recherches Economiques et Sociales, IRES, FASEG/UNIKIN.

\*\* Apprenant à la Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives de l'Université de Kinshasa.

## I. INTRODUCTION

L'analyse des résultats électoraux des élections législatives et provinciales de 2006 ont fait l'objet d'une étude antérieure. Nous avons compris que le Parti

du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie a obtenu les meilleurs résultats dans les provinces de l'Est et le Mouvement de Libération du Congo dans les provinces de l'Ouest du pays comme l'atteste le tableau ci-dessous.

N°	Provinces	Députés nationaux					Députés provinciaux					Zones d'influences
		PPRD			MLC		PPRD			MLC		
		Sièges	Nombre d'élus	%	Nombre d'élus	%	Sièges	Nombre d'élus	%	Nombre d'élus	%	
		58	4	7	8	14	44	8	18	22	50	Ouest
2.	Bas-Congo	24	6	25	3	12,5	27	4	15	5	19	Ouest
3.	Bandundu	57	4	7	5	9	77	11	14	12	16	Ouest
4.	Equateur	58	3	5	21	43	100	12	11	37	37	Ouest
	Sous-total 1	197	17	9	37	21	248	35	14	76	31	Ouest
5.	Nord-Kivu	48	15	31	3	6	38	9	24	1	3	Est
6.	Sud-Kivu	32	13	41	0	0	33	8	24	0	0	Est
7.	Maniema	12	6	50	0	0	22	6	27	0	0	Est
8.	Katanga	69	26	38	3	4	93	33	35	3	3	Est
9.	Province Orientale	63	20	32	5	5	88	21	24	7	8	Est
	Sous-total 2	224	80	36	11	4	274	77	30	11	4	Est
10.	Kasaï-Occidental	40	9	22,5	7	17,5	61	9	18	11	5	
11.	Kasaï-Oriental	39	5	13	9	18	49	11	20	6	22	Centre
	Sous-total 3	79	14	18	16	18	110	20	19	17	12,7	Centre
	Total	500	111	22,50	64	12,80	632	132	20,88	104	16,45	Centre

**Source :** Nos sources après analyse des données publiées par la CEI (Commission Electorale Indépendante).

Nous établissons dans cette étude un lien entre les résultats obtenus et les stratégies des partis politiques concernés. Car sur les soixante-six partis politiques représentés à l'Assemblée nationale seuls deux y obtiennent au moins le dixième des sièges.

Ainsi, notre objet d'étude consiste à analyser les stratégies qui ont permis à ces deux partis politiques d'émerger mieux que les autres au point de devenir les deux premières forces politiques du pays en moins de cinq années de leur existence.

Le 22 avril 1990 le Président Mobutu lève l'option de démocratiser le pays en promulguant la loi n°90/007 du 14 juillet 1990 sur le multipartisme à trois modifiée et complétée par la loi

n° 90/00ç du 18 décembre 1990 qui instaure le multipartisme intégral. Ainsi commence le processus contrôlé d'une transition démocratique qui n'aboutira pas le Président Mobutu étant renversé par Laurent Désiré Kabila le 17 mai 1997.

Cette prise de pouvoir ne résout nullement le problème de participation démocratique du peuple au processus politique Le 02 août 1998 éclate une autre guerre qui met Laurent Désiré Kabila en face des mouvements rebelles dont ses anciens alliés rwandais jusqu'à son assassinat le 16 janvier 2001.

Le 18 janvier Joseph Kabila qui dirige l'armée

de terre accède au pouvoir après le consensus d'un groupe restreint, la guerre se poursuivant toujours jusqu'à la tenue à Sun City du 25 février au 19 avril 2002 en République Sud-Africaine du Dialogue Inter Congolais qui adopte l'Accord Global et Inclusif. Cette signature ouvre la voie à une période de transition qui se terminera par l'organisation des élections de 2006. La République Démocratique du Congo renoue ainsi avec la démocratie électorale.

A travers la présente étude nous voulons savoir pourquoi le Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie et le Mouvement de Libération du Congo ont obtenu des résultats significatifs lors des élections législatives et provinciales de 2006 en moins de cinq années de leur existence face aux machines politiques plus vieilles qu'elles ?

Face à cette préoccupation nous partons d'une hypothèse selon laquelle le PPRD et le MLC recourent à un ensemble de stratégies et d'actions politiques soutenues par des moyens financiers pour s'imposer dans l'espace politique congolais ».

La présente étude est articulée autour des trois points: le premier aborde le recours aux leaders locaux. Nous y analysons la manière dont sans se préoccuper de former leurs propres cadres (et militants) suivant leurs idéologies le PPRD et le MLC recrutaient les cadres ayant une identité ou une notoriété dans leurs terroirs pour jouer le rôle d'implanteurs du parti. Le deuxième point n s'attèle au recours à la violence. La violence comme stratégie du succès électoral a consisté pour le PPRD et le MLC à créer l'insécurité sous ses diverses facettes afin de s'attirer la confiance populaire ou d'éviter la vigilance de leurs adversaires politiques. Le troisième point a trait à la force financière et son apport dans le succès électoral du PPRD et du MLC. La force financière a constitué un matelas financier pour les deux forces politiques.

## II. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Tout projet de recherche procède normalement de l'existence d'un problème auquel le chercheur entend donner une explication ou une réponse. L'existence du problème ou du phénomène à étudier ne relève pas de la volonté du chercheur. Le problème existe indépendamment de sa présence. Toute la question pour le chercheur est de le découvrir s'il ne lui est pas proposé par d'autres chercheurs.

Pour cette étude, nous recourons à la méthode géo-qualimétrique (Kourid, E., 2007) à laquelle nous associons les techniques documentaire, l'observation non participante ainsi que les entretiens.

### 1.1. La méthode géo-qualimétrique

La méthode géo-qualimétrique est un procédé de production scientifique basé sur la triangulation des démarches qualitatives, quantitatives et spatiales. Elle met à notre portée, quatre matériaux d'analyse : l'espace politique, le cadre légal, les zones d'influence des partis politiques et les résultats électoraux : l'espace politique congolais, le cadre légal, les zones d'influence et les résultats électoraux.

- L'espace politique congolais qui est localisable à partir de Kinshasa et des provinces. Ce sont des espaces géographiques bien conscris et administrés par un pouvoir public. C'est le lieu où évoluent le PPRD et le MLC ;
- Le cadre légal d'existence constitue les textes législatif et réglementaire et divers documents permettant les partis politiques à fonctionner ;
- Les zones d'influence des partis politiques qui renvoient aux différents sites, fiefs sinon les lieux de prédilection des partis politiques où ils opèrent particulièrement ;
- Les résultats électoraux, il s'agit des chiffres

qui permettent de mesurer le poids politique d'un parti, sa zone d'influence, ses capacités mobilisatrices, etc.

### **1.2. La technique documentaire**

Nous recourons à la technique documentaire parce que les informations dont nous avons besoin pour arriver à des explications plausibles pour cette étude nous imposent à consulter des documents écrits tels que des ouvrages, des articles des revues scientifique, des articles parus dans la presse, des textes de lois, des documents règlementaires des partis politiques, des travaux scientifiques et des textes diffusés sur internet en rapport les partis politiques et les élections ainsi que des rapports divers car considérés à juste titre comme contenant des connaissances riches et fertiles.

Nous soulignons que le recours à cette technique demande au chercheur de rester vigilant pour la bonne et simple raison que certains documents sont destinés à la propagande, à la manipulation voir à la publicité mensongère. D'où une sélection rigoureuse des ouvrages à consulter s'impose pour éviter au chercheur de s'éloigner de la scientificité de ses recherches.

### **1.3. Observation non participante**

Consulter uniquement des documents écrits pour rendre une vérité scientifique nous paraît insuffisant. C'est pourquoi nous associons à la technique documentaire l'observation non participante qui exclut l'enquêteur du cadre social étudié. Elle nous permet de comprendre d'une manière désintéressée les voies par lesquelles le PPRD et le MLC sont pour obtenir des résultats électoraux significatifs.

### **1.4. Entretiens**

Dans le cadre de nos recherches nos entretiens se sont tournés principalement vers les dirigeants du PPRD et du MLC, les membres de leurs comités des élections, les candidats députés sélectionnés, les élus tant nationaux que pro-

vinciaux sans oublier les membres d'équipes de campagne des candidats.

## **II. CADRES CONCEPTUEL ET THEORIQUE**

Nous définissons quelques concepts clés : parti politique, élection et stratégies Le concept de parti politique la présente étude en ce qu'il a l'avantage de canaliser les aspirations des citoyens sous forme de programmes définis par les futurs gouvernants lesquels leur offrent la possibilité de les situer politiquement leur désignant comme leurs représentants.

Ceci étant, nous définissons un parti politique comme une association de socialisation qui regroupe des individus partageant des idées et des valeurs communes. Son but étant non seulement celui d'accéder ou de conserver le pouvoir mais aussi d'affermir dans la mesure du possible les rapports de solidarité entre ses membres.

Et les participants au forum sur l'avenir de la démocratie réunis à Moscou en septembre 2017 ont admis que les partis politiques constituaient une caractéristique permanente de toutes les démocraties modernes et un élément clé de la compétition électorale. Ils jouent un rôle important pour l'intégration des groupes et des individus dans le processus politique. Ils sont un outil essentiel pour l'expression et la représentation des intérêts divers, l'établissement de pouvoirs publics à tous les niveaux, l'élaboration des politiques et des programmes politiques alternatifs. Ils contribuent également à l'éducation et à la participation démocratique des citoyens.

Si les partis politiques contribuent à l'éducation et à la participation démocratique des citoyens, la période électorale est très cruciale pour tout parti politique. Car le succès ou la défaite est synonyme de survie ou de disparition. L'élection est définie comme la désignation, par vote d'électeurs, de représentants (une personne, un groupe, un parti politique) destinés à les représenter ou à occuper une fonction en leur nom.

Par cet acte, la population concernée transfère par le vote de sa majorité à des représentants ou mandats choisis, la légitimité requise pour exercer le pouvoir leur attribué.

Les élections démocratiques jouent un double rôle : celui de légitimer les pouvoirs des élus et d'asseoir les institutions de la République. Ainsi compris, les principes démocratiques exigent que tous les citoyens jouissent de la possibilité de participer aux décisions politiques en élisant leurs représentants par le biais d'un suffrage universel, libre, égal, direct et secret, c'est donc le principe « une personne, un vote » .

Quant au concept stratégie, il est diversement défini. Le dictionnaire encyclopédique universel (1982) définit le concept stratégie comme une partie de l'art militaire qui étudie les grandes opérations de guerre e préparant le plan. Par extension elle signifie l'art de combiner et de diriger certaines opérations quant celles-ci doivent s'opposer à des opérations adverses. Le concept de stratégie éclaire l'étude en ce sens que dans tout combat (politique), la stratégie demeure et reste la voie par laquelle les acteurs au combat passent pour s'attendre à une récompense en termes de bénéfices ou de perte. La stratégie est donc pour un acteur politique une fonction qui s'associe, à chaque ensemble d'informations, une action dans l'ensemble des actions possibles à cet ensemble d'informations.

La théorie des jeux des acteurs quant à elle se propose d'étudier des situations appelées « jeux » où des individus « les joueurs » prennent des décisions, chacun étant conscient que le résultat de son propre choix (ses gains) dépend de celui des autres. C'est pourquoi on dit de la théorie des jeux, une « théorie en interaction ». Elle nécessite impérativement la compréhension à la fois du jeu et des acteurs.

### III. STRATEGIES ELECTORALES PARTISANES DU PPRD ET DU MLC

#### 3.1. Recours aux leaders locaux

Faisant la lecture de tous les partis politiques créés avant les élections de mai 1960, Kuna Maba M. G. (2021), comprend que « faute de repères idéologiques et d'une bonne expérience de participation politique, les Congolais ont recouru à ce qu'ils avaient avec eux et autour d'eux pour créer des organisations politiques: le cadre ethnique. A ce titre, la base de la création des partis n'était que d'ordre ethnique et les discours ne tournaient qu'autour de la défense des intérêts des groupes ethniques. Ces leaders qui tentaient l'expérience des mouvements nationaux étaient vite rattrapés par la réalité si bien qu'ils finissent par se recroqueviller sur les groupes ethniques. Il leur était pratiquement difficile d'avoir des clients politiques dans le jardin du voisin, excepté ceux qui comprirent tôt l'importance des regroupements politiques ».

##### 3.1.1. Le PPRD et le recours aux leaders locaux

Le PPRD a recruté plusieurs de ses cadres au sein des anciens cadres de l'Alliance des Forces Démocratiques pour Libération du Zaïre, de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), du Mouvement Populaire de la Révolution (MPR) et du MLC par transhumance politique. Il se vérifie qu'à son accession à la magistrature suprême, Joseph Kabila travaille avec l'appareil étatique mis en place par le pouvoir de l'AFDL au sein duquel il a dirigé les forces armées terrestres. Tous les animateurs des institutions politiques, de la territoriale, des entreprises publiques, les membres du gouvernement, de l'armée et des services de sécurité lui font allégeance parce qu'ils craignent de perdre leurs postes, « l'Etat étant un lieu d'enrichissement » (Mbikayi M.A., 1997) en RDC. Et chacun de ces cadres avait l'obligation de se

*Nimi N. E., & Mambueni N. (2023).*

rabattre sur son terroir sinon sa province pour recruter des cadres et y organiser l'implantation des structures du parti. C'est pour cette raison que tous les onze gouverneurs des provinces étaient nommés des présidents interfédéraux du PPRD.

Ensuite, plusieurs cadres du Mouvement Populaire de la Révolution (MPR) restés sans repères politiques après la déconfiture de leur parti à la suite de la disparition du Maréchal Président Mobutu se sont versés au PPRD. Des figures emblématiques de la Deuxième République illustrent cette transhumance politique parmi lesquels Tshongo Tshibikubula, Banza Mukalay, Mokolo wa Pombo, etc.

Et puis, l'UDPS est aussi comptée parmi les partis politiques qui ont versé plusieurs de ses cadres au sein du PPRD à la suite de son retrait du processus électoral bien qu'ayant participé au Dialogue Intercongolais (DIC) et ainsi signé l'Accord Global et Inclusif. Cette décision prise par son Président Etienne Tshisekedi wa Mulumba était jugée indigeste et a poussé plusieurs cadres des organes tant centraux que provinciaux à adhérer à ce nouveau parti qui a suscité l'espoir, survie politique oblige.

Charles Okoto Lolakombe, co-fondateur du PPRD, Vice-gouverneur puis Gouverneur de Kasai-Oriental, ministre des Affaires Etrangères et Président -Administrateur Délégué de la Miba a joué un rôle de premier rang dans la transhumance des cadres de l'UDPS de l'espace Kasai au profit du PPRD. C'est les cas par exemple de Benoît Kazadi, co-fondateur du PPRD et ancien cadre de la fédération de l'UDPS/Kasai-Oriental ; de Adolphe Dinanga Mpinga Kana, co-fondateur du PPRD, élu par acclamation comme Maire de la ville de Mbuji-Mayi lors de l'entrée des troupes de l'AFDL en avril 1997 et ancien cadre de la fédération de l'UDPS/Kasai-Oriental ; de Dinanga Mutoke Kanguvu, Chef coutumier et ancien général de l'armée de la sécession du Sud-Kasai, etc.

En outre, le MLC a perdu beaucoup de ses cadres au profit du PPRD ou de la famille politique de Joseph Kabila par débauchage. Plusieurs cadres du MLC ayant occupé des postes au sein des Institutions de la Transition se sont retrouvés avant même la fin de celle-ci, cadres puis élus du PPRD ou de l'Alliance pour la majorité présidentielle (AMP) lors des élections de 2006. Ce débauchage a fait perdre presque 30 % des anciens cadres du MLC principalement du fait des avantages divers. L'absence de Jean-Pierre Bemba, incarcéré à la Haye où il continuait à gérer le parti ainsi qu'une mauvaise gestion de ses cadres a aussi ouvert la porte à ce débauchage.

C'est le cas par exemple des sept ministres du gouvernement de transition qui ont quitté le MLC au profit du PPRD ou de la famille politique de Joseph Kabila. Il s'agit de Antoine Ghonda Antoine, ministre des Affaires Etrangères ; de Thambwe Mwamba Alexis, ministre du Plan ; de Mwamba Tshishimbi François, ministre du Budget ; de Endundu Bononge, ministre des Travaux Publics ; de Nimy Roger, ministre du Tourisme ; de Munembwe Elysée, ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire et de Egbake Omer, ministre de la Jeunesse et Sports.

De ce qui précède, il est accepté que le recours aux leaders locaux comme stratégie de conquête du pouvoir a contribué efficacement dans le succès électoral du PPRD. Car tous les gouverneurs de provinces candidats aux législatives ou aux provinciales ont été élus et ont aidé à leur tour les cadres qu'ils ont recrutés à être élus. C'est par exemple le cas de Monsieur Tsasa-di-Ntumba, alors gouverneur de la province du Bas-Congo, qui s'était fait élire député national de la circonscription électorale de Lukula et a recruté et fait élire Monsieur Romain Photo Ngumba, député provincial de Tshela.

### 3.1.2. Le MLC et le recours aux leaders locaux

Le MLC, principal rival du PPRD et deuxième force politique s'est lui aussi tourné vers le MPR, l'UDPS et des personnalités indépendantes pour recruter ses animateurs et s'implanter à travers le territoire national. Les zones couvertes par l'armée de Libération du Congo a servi de point d'appui pour recruter les membres du MLC. Jean-Pierre Bemba Gombo affirme que les intellectuels et la jeunesse de Kisangani, des cadres et des personnes de valeur abandonnent leur travail pour s'engager à ses côtés. C'est le cas des personnalités comme Singo, Shabani, Papy Kibonge Yuma, Valentin Senga, Delphin Etula, Poème Kingolo, Jean-Claude Bilola, Alain Munanga, etc. A ce tout premier groupe se joindront d'autres cadres et notables comme Kisombe Kiaku Muisi, Kimasi, Mbose Nkodia, Nzuzi wa Mbombo, Diayikwa, Mukoka, Kama, Nkumu, Bomanza, Eve Bazaïba Masudi, Kilembe, Kakuvudi, Ndombe, Kadima, etc.

Il est à noter qu'en dehors des hommes politiques, le MLC tout comme le PPRD s'étaient tournés vers les acteurs de la société civile (animateurs des organisations non gouvernementales, médecins, opérateurs économiques, enseignants, pasteurs ou artisans) qui s'étaient imposés dans leurs terroirs, grâce aux projets profitables à leur communauté, comme l'aménagement des routes, la construction des bornes fontaines, des écoles, des hôpitaux par leurs actions et interventions, etc.

### 3.2. Le recours à la violence

En signant l'Accord Global et Inclusif, toutes les parties belligérantes s'étaient engagées au respect et à l'observance stricts d'une transition pacifique et non conflictuelle afin d'aboutir à des élections démocratiques. Mais les enjeux autour du pouvoir ont vite prouvé le contraire à cause du climat politique très morose sinon agité pendant le processus électoral.

En recourant à la violence comme stratégie du succès, le PPRD et le MLC ont créé l'insécurité sous ses diverses facettes afin de s'attirer la confiance populaire lors des élections en vue. L'analyse des résultats électoraux a démontré que s'appuyant sur la violence chacune des forces politiques a exercé de l'influence et obtenu les meilleurs résultats dans sa zone d'influence. Le PPRD s'est imposé dans toutes les provinces de l'Est du pays et le MLC dans toutes les provinces de l'Ouest. Pour obtenir ces résultats, les deux forces politiques ont recouru à la violence physique, psychique et structurelle.

Michaud, Y., (1978) estime qu'« il y a violence quand, dans une situation d'interaction un ou plusieurs acteurs agissent de manière directe ou indirecte, massée ou distribuée, portent atteinte à une ou plusieurs autres à des degrés variables soit dans leur intégrité physique, soit dans leurs possessions, soit dans leurs participations symboliques ou collectives ». Nous entendons par violence physique tout acte qui vise à causer un dommage au corps physique de l'homme. Cette violence physique est soit de nature politique, soit de nature criminelle. Nous nous attelons à la violence politique puisque le PPRD et le MLC y ont recouru afin d'écarter de la course leurs adversaires dans le dessein de gagner les élections à tous les niveaux. C'est ainsi qu'il a été observé à la veille des élections de 2006 la recrudescence de cas d'insécurité et de toutes sortes de violences. Les assassinats, les arrestations, les intimidations, les campagnes d'intoxication, les vidanges des réserves de pétrole dans les aéroports de l'arrière-pays, la destruction du matériel de campagne électoral ont été savamment utilisés dans le but de garder une ascendance sur les autres challengers. C'est donc en usant de cette stratégie que plusieurs paisibles citoyens (journalistes, défenseurs des droits de l'homme, observateurs locaux des élections, etc.) ont été arrêtés sinon payé le prix de leur vie.

### **3.2.1. Le PPRD et le recours à la violence**

Le PPRD avec son statut de parti au pouvoir avait la facilité de se servir de la force pour s'imposer et dicter sa loi en recourant à la violence. Joël Lisenga Bolila (2006) note quelques cas de violence perpétrés par le PPRD à Kinshasa et à travers le pays:

- > L'arrestation et la torture du pasteur Kutino Fernando, pasteur célèbre dans la ville de Kinshasa depuis le régime du Président Mobutu. Sa célébrité tient à la fois à la gigantesque église Armée de victoire qu'il dirige ainsi qu'à ses prises de position très tranchées à l'égard des différents régimes qui se sont succédés: le régime du Président Mobutu, ceux de Laurent Désiré Kabila et de Joseph Kabila. Jugé proche de l'opposition, le pasteur Kutino Fernando était arrêté par les agents de sécurité dans son église et devant ses fidèles dans le but de l'empêcher de répéter inlassablement son slogan et son leitmotiv électoral « Sauvons le Congo » entre les mains des étrangers (rwandais) qui, selon les membres du PPRD, constituait un véritable pamphlet lancé contre leur candidat Joseph Kabila et les candidats députés tant nationaux que provinciaux du PPRD.
- > L'arrestation du pasteur Théodore Ngoy, membre de l'opposition qui fut molesté par les éléments de la police, son église pillée, ses fidèles violés. Le pasteur Théodore Ngoy avait eu la vie sauve après s'être échappé et trouvé refuge à l'ambassade de la République Sud-Africaine.
- > Les assassinats des Messieurs Muamba Bapuwa, ancien journaliste chez Jeune Afrique Economique et de Franck Ngyke Nkangundu, directeur de rédaction du journal la Référence Plus. Ces deux journalistes étaient assassinés dans leurs résidences respectives pendant la période pré-électorale. Comme l'affirme Fwely Diangitukwa (2007), le jour-

naliste Muamba Bapuwa fut assassiné à cause de son engagement politique et ses articles très critiques contre l'AFDL et le Président Joseph Kabila dans Jeune Afrique Economique, et de son choix de rentrer au pays à la veille de la campagne électorale.

Quant à Monsieur Franck Ngyke Nkangundu, il fut tué ensemble avec son épouse après avoir été accusé de préparer, en faveur du candidat Jean-Pierre Bemba Gombo, une série d'articles sur la fortune scandaleuse que le Président Joseph Kabila aurait investi à Dar-Es-Salam en République Tanzanienne.

Les assassinats n'ont pas épargné les militaires. Le major Laurent Gbonombe Koyambwa, directeur du bureau de l'informatique de la commission d'intégration des structures militarisées des forces armées de la République Démocratique du Congo fut assassiné dans sa résidence. Travaillant à la direction des statistiques militaires et plus précisément à la direction chargée d'organiser le brassage des soldats, il lui était reproché par le PPRD de savoir un peu trop sur les stratégies de cadrage sécuritaire ou mieux la cartographie des élections de 2006, qu'il aurait transmises discrètement à son frère de l'Equateur, Jean-Pierre Bemba Gombo. La mission d'observation électorale de l'Union Européenne note quant à elle que le premier incident grave du premier tour de la campagne électorale s'est produit dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu) le 17 juillet 2006 avec le meurtre de quatre personnes par des assaillants non identifiés lors d'un meeting. Dans les Kasai, le Bandundu et l'Equateur, le rejet par les populations locales des candidats de la mouvance présidentielle a provoqué des heurts répétés et de multiples délits de droit.

La destruction du matériel de plus de 170 bureaux de vote à Mbuji-Mayi le 29 juillet 2006, et l'incendie volontaire de 40 bureaux de vote à Mweka (Kasai occidental) le jour de l'élection, dimanche 30 juillet 2006, ayant entraîné la mort

de deux personnes, ont constitué les violations les plus graves du droit de vote pendant cette période. Aussi, la même mission d'observation électorale de l'Union Européenne note que lors des élections provinciales et du second tour de l'élection présidentielle, les heurts se sont multipliés (Ngoma, B. P. E., 2015).

Ces heurts ont majoritairement eu lieu dans les régions considérées comme des fiefs de la présidence (Majorité présidentielle) où les représentants de Jean-Pierre Bemba (avec son MLC) ont été pris à partie: le 16 octobre 2006, les affrontements de Lodja (Kasaï oriental) entre partisans de l'Union pour la Nation (UN) et de l'AMP, ont constitué le premier incident de ce type. Les heurts les plus sérieux ont eu lieu à Bukavu et à Lubumbashi: à Bukavu, l'encerclement de la résidence du directeur de la campagne de Jean-Pierre Bemba pour le Sud-Kivu, Anselme Enurunga, puis à Lubumbashi, l'attaque du cortège du directeur de campagne de Jean-Pierre Bemba, le pasteur Théodore Ngoy, le 18 octobre et du « siège » de son hôtel par les militants de l'UNAFEC. Les incidents ont repris contre les manifestants de l'UN à Lubumbashi quelques jours plus tard. Ailleurs au Katanga, les représentants (candidats députés de MLC) de Jean-Pierre Bemba ont également été systématiquement harcelés, rendant de fait inexistante la campagne électorale de l'UN. A Kindu (Maniema), deux poseurs d'affiches de l'UN ont été gravement blessés par des partisans de Joseph Kabila le 22 octobre.

Outre la violence physique, le PPRD a également recouru à la violence psychique. En effet, à la différence de la violence physique qui vise à causer un dommage au corps physique de l'homme, la violence psychique quant à elle atteint l'âme humaine. Elle vise à réduire la capacité mentale. Elle se manifeste sous forme de campagnes de désinformation, d'intimidation, de menace, d'endoctrinement, de lavage de cerveau, etc. Utilisée comme stratégie de suc-

cès par le PPRD, la violence psychique s'était concrétisée par la campagne d'intimidation orchestrée principalement dans les provinces de l'Est (sa chasse gardée ou sa zone d'influence) mais aussi par le mythe « Kata kata » ou « coupeurs des têtes » menés dans les grandes villes du pays.

En effet, profitant des traumatismes et de la psychose créés par des guerres récurrentes dans les provinces de l'Est du pays, la campagne d'intimidation a été savamment montée par les services de sécurité au service des candidats de la famille politique du PPRD afin de conditionner psychologiquement la population à voter pour Joseph Kabila ainsi que les candidats députés nationaux et provinciaux de son parti, le PPRD, sinon de sa famille politique. Cette stratégie a consisté à distiller des messages d'intimidation et des terreurs sur une éventuelle reprise des guerres et autres atrocités en cas d'échec du candidat Joseph Kabila et les candidats députés nationaux et provinciaux de l'AMP aux élections. En d'autres termes, la violence psychologique a été utilisée pour apprivoiser les électeurs de l'Est du pays afin de les amener à voter massivement pour le candidat Joseph Kabila (et les candidats députés nationaux et provinciaux de son camp). Cette stratégie a consisté donc à présenter Joseph Kabila comme le seul et le vrai faiseur de paix du pays en général et des provinces de l'Est, l'espace swahiliphone (Nord-Kivu, Sud-Kivu, province Orientale, Maniema et Katanga) en particulier. C'est ainsi que pendant la période de la campagne électorale, des tracts contenant des messages des terreurs furent jetés dans plusieurs villes de l'Est.

A ceci s'ajoutent la diffusion par la chaîne de télévision nationale des images macabres ayant trait à la guerre et d'autres formes d'atrocités survenues à l'Est peu avant les élections afin de susciter la peur, sinon conditionner psychologiquement les électeurs. Une autre forme de violence psychique à laquelle de PPRD a re-

couru est le mythe « Kata kata » ou « coupeurs des têtes ». Une stratégie d'intimidation montée par les services de sécurité dans le but de terroriser et de conditionner la population des grands centres urbains du pays à la veille des élections. Ce mythe a consisté à produire de manière très spectaculaire, dramatique et publique certaines scènes macabres comme des assassinats, des cadavres jetés sur les lieux publics, les enlèvements spectaculaires afin de créer la panique et la peur, et d'étouffer ainsi le dynamisme et l'attachement aux idées de l'opposition qui caractérisaient les populations de la plupart des milieux urbains à la veille du scrutin.

Dans la ville de Kinshasa, par exemple, considérée comme le premier bastion de l'opposition, plusieurs scénarios de teneurs ont été enregistrés : les braquages nocturnes, les enlèvements en plein jour, les tirs sporadiques en armes automatiques, des assassinats, des aspersions nocturnes de sang dans les arrêts de bus, etc. par des bandes non identifiées surnommées au regard de la cruauté de leurs actes : les « Kata kata ». Des actes similaires ont été aussi commis dans les villes de l'Est sous le terme de «Cinja-cinja ».

Le PPRD a enfin recouru à la violence structurelle pour s'imposer à ces élections. La violence structurelle est une violence ancrée dans les structures sociales. Elle est moins visible que les instruments de violence physique et psychique. Un tel type de violence se manifeste par des actes de discrimination sur les plans politique, économique et socio-professionnel.

En effet, prétextant d'assurer la sécurité du processus électoral, Joël Lisenga Bolila (2015) note aussi que « des unités de la garde présidentielle ainsi que d'autres services de sécurité, ont posé des actes qui ont visiblement favorisé la tricherie et auguré de la victoire électorale du candidat Joseph Kabila et des candidats députés de l'AMP. A titre exemplatif, nous citons: le vidange des carburants dans les aéroports et ports

afin d'empêcher les candidats de l'opposition de circuler pour battre campagne, les intimidations de la population, la création de l'insécurité durant le processus électoral. En immobilisant leurs avions, nombre des candidats de l'opposition politique en sont tombés victimes, car ils se sont retrouvés bloqués, en pleine campagne, soit dans la capitale soit dans l'arrière-pays ».

Et comme le fait remarquer le ministre allemand des Affaires Etrangères: « les conditions sécuritaires qui ont entouré les élections de 2006 sont à la base de la fraude massive qui a entaché le processus faisant ainsi douter de la crédibilité des résultats des élections ». Ceci par le fait que les dispositifs sécuritaires mis en place souffraient d'une certaine partialité, et constituaient de manière tacite un avantage pour le candidat Joseph Kabila et sa famille politique, l'Alliance de la Majorité Présidentielle (AMP), au détriment des candidats de l'opposition, principalement Jean-Pierre Bemba et ses candidats aux législatives. C'est le cas par exemple des éléments de la Garde républicaine qui se sont livrés de manière ponctuelle, à des exactions ciblées sur les militants du MLC, notamment à Kisangani.

Ce privilège sécuritaire a été observé principalement dans le déploiement stratégique des unités de la Garde présidentielle ainsi que d'autres services de sécurité favorables à l'AMP, avant et pendant le scrutin, dans les aéroports, les ports et autres voies de communication du pays en général et dans les provinces de l'Est en particulier. On présentera, dès lors, ces forces comme neutres, et cette neutralité apparente et ambiguë permettra de cacher ou de couvrir la fraude jusqu'au bout. La recrudescence de ces fraudes et irrégularités constatées lors des élections de 2006 constitue une preuve éloquent. Ce flou sécuritaire entretenu sous la bénédiction de la communauté internationale qui a entièrement parrainé le scrutin n'a été qu'à l'avantage des candidats de l'AMP. D'où les allégations du

Commissaire européen Louis Michel peu avant le scrutin (le 18 juin 2006) sur la chaîne belgo-luxembourgeoise RTL TV, selon lesquelles « Monsieur Joseph Kabila représentait un espoir pour son pays. L'Union européenne devrait s'investir pour sa réussite et son succès électoral » (Diangitukwa D. F., 2003) ; corroborent cette thèse du soutien inconditionnel de la Communauté internationale et d'un choix opéré d'avance par l'Union Européenne.

Cette stratégie a bien servi le PPRD à la lumière des résultats que ce parti a obtenus à l'Est. Car comme relevé plus haut, 80 de ses 111 sièges à l'Assemblée nationale et 76 sur les 132 sièges obtenus aux Assemblées provinciales lui viennent des provinces de l'Est du pays.

### 3.2.2. Le MLC et le recours à la violence

Le MLC, à l'instar du PPRD qui avait fait de l'Est sa chasse gardée, avait fait de même pour les provinces de l'Ouest avec le recours à la violence physique, psychique et structurelle car la garde et les agents de sécurité acquis à sa cause se sont comportés de la même manière que ceux du camp de l'AMP. A Kinshasa par exemple, considéré comme le premier bastion de l'opposition, toutes les grandes sorties publiques du candidat Jean-Pierre Bemba Gombo et du MLC se soldaient par des violences. C'est ainsi qu'après son meeting tenu au stade Tata Raphaël, ses partisans suffisamment harangués et déguisés en « enfants de rues », se sont pris brutalement aux militants du PPRD, molestant à mort tous ceux qui portaient l'effigie du candidat Joseph Kabila. Lors de ces violences que nous avons personnellement vécues, six policiers sont tués en voulant établir l'ordre. Sur ce registre des violences s'ajoute le pillage de l'église du pasteur Sony Kafuta, jugé très proche du camp Kabila, sans oublier la destruction du bâtiment abritant la Haute Autorité des Médias, une des institutions d'appui à la démocratie.

Aussi, les résidents dans les homes des étu-

dants ont vu sur le campus de l'Université de Kinshasa une mare de sang et quelques effets militaires (tenues, bottes, poignards...) jetés derrière le bâtiment abritant la Faculté de Droit. Cette stratégie aurait été montée par la garde de Jean-Pierre Bemba Gombo, créant un climat d'insécurité dans le but de plus ternir l'image du PPRD et son candidat à la présidence, Joseph Kabila.

Il est à noter que des cas de violences se sont multipliés dans les régions perçues comme acquises à l'opposition: la visite de Nzanga Mobutu à Lisala (Equateur) a été marquée par des jets de pierres nécessitant l'intervention de la police. A Boma (Bas-Congo), le directeur provincial de campagne de l'AMP a été empêché de battre campagne ; les militants du MLC avaient lapidé l'épouse de Joseph Kabila, mais aussi les sachets contenant des urines étaient jetés sur sa délégation. Dans le Bandundu, à Kikwit, le 27 octobre, puis à Idiofa, les installations de PALU ont été prises d'assaut par les militants de l'Union pour la Nation'. A Mbuji-Mayi (Kasaï oriental), le même jour, un cortège de l'AMP a été reçu par des jets de pierres. Le dérapage armé le plus grave de la période était un vif accrochage qui s'est produit le 26 octobre à Gbadolite (Equateur) autour des locaux de Radio Liberté (Pro-Bemba) entre Nzanga Mobutu (UDEMO, allié de Joseph Kabila et les forces de Jean-Pierre Bemba). Les échanges de tirs ont fait moins 4 personnes tuées et avait nécessité l'extraction de Nzanga Mobutu sous protection de la MONUC.

Aussi, les discours très haineux des lieutenants du MLC n'ont pas permis aux candidats du PPRD de battre librement campagne dans les provinces de l'Ouest. Le MLC a obtenu ses meilleurs scores électoraux à l'Ouest : 38 sur 64 députés nationaux et 76 des 104 députés provinciaux.

#### **IV. LA FORCE FINANCIERE ET SON APPORT DANS LE SUCCES ELECTORAL DU PPRD ET DU MLC**

La force financière est la troisième stratégie utilisée par le PPRD et le MLC pour obtenir des résultats significatifs. Car l'argent a joué un grand rôle pour la sélection des candidats, la campagne électorale et lors des contentieux électoraux.

##### **4.1. De la sélection des candidats**

La sélection des candidats est le processus par lequel une personne ayant des ambitions de briguer un mandat électif est présentée sur la liste par validation à la Commission Electorale Indépendante. Ce processus diffère selon qu'il s'agisse d'un grand ou d'un petit parti politique.

Cette procédure (de sélection des candidats) est complexe au sein du PPRD et du MLC à cause du manque d'un vade-mecum étatique qui définit clairement la procédure de sélection des candidats. De ses entretiens avec différents cadres du PPRD, Kuna Maba, M. G., 2020) note que pour sélectionner ses candidats, ce parti a vraisemblablement procédé de la manière suivante:

- Création des commissions spéciales d'identification des potentiels candidats. Bien avant l'appel à candidature, des commissions ont été mises sur pied et déployées dans tout le pays et ont procédé par des enquêtes sur la popularité des membres du parti dans leur milieu de vie (leur fief électoral sous-entendu). Aidées par le rapport des services d'intelligence provinciaux et locaux, ces commissions ont fini par élaborer, pour chaque circonscription électorale, une liste des membres du parti susceptibles d'être retenus dans le cadre de la députation tant nationale que provinciale;
- Création et mise en place des commissions de sélection des candidats par une décision du Secrétaire Général, les commissions, dont une par province, avaient comme principale

mission d'élaborer la liste des candidatures du parti à la députation. Chaque commission était composée des délégués du Secrétaire Général et du Secrétaire Exécutif Provincial;

- Constitution des dossiers des candidatures à la commission: le membre du parti qui désire se présenter aux élections devrait formuler sa demande auprès de ladite commission, en y joignant son dossier (différentes attestations, CV, deux photos passe ports, carte d'électeur, etc.) ;
- Examen des dossiers par la commission. Après avoir réceptionné les différentes demandes, la commission s'est attelée à leur minutieuse analyse. Les candidatures fantaisistes et poids plume étaient éliminées, suivant le rapport de la commission spéciale d'identification des potentiels candidats. Des dossiers incomplets sont identifiés et les concernés invités à se mettre en ordre;
- Transmission du rapport au Secrétariat Général. Ledit rapport, avec en annexe la liste des candidats sélectionnés, est destiné au Secrétariat Général du parti. Certaines commissions ont annexé aussi la liste des candidats non sélectionnés mais jugés utiles;
- Elaboration de la liste définitive. Sur la base du rapport de chaque commission, le Secrétariat permanent dressera la liste de candidats avec ou sans toilettage. Ladite liste est renvoyée aux différents secrétariats exécutifs provinciaux pour exécution. Cette procédure était identique avec celle du MLC mais à des degrés d'organisation un peu différents.

##### **4.2. De la campagne électorale**

La campagne électorale constitue comme pour la sélection des candidats une deuxième étape cruciale pour laquelle le PPRD et le MLC ont mobilisé des moyens financiers très importants pour leur succès électoral. La campagne électorale, est la période précédant une élection,

durant laquelle les candidats et leurs partis font leur promotion dans le but de récolter le plus grand nombre de voix possible.

En République Démocratique du Congo, la campagne électorale est encadrée par la constitution, la loi organique portant création et fonctionnement de la CEI, telle que modifiée à ce jour, le Décret-loi 196 du 29 janvier 1999 sur les manifestations et réunions publiques, le code de bonne conduite des partis et regroupements politiques ainsi que les instructions de la Police Nationale Congolaise sur la sécurisation de celle-ci.

Les enjeux autour des élections législatives et provinciales de 2006 étant le contrôle du pouvoir après une période de transition, le PPRD et le MLC, les deux partis politiques ayant plus des représentants aux seins des institutions se voyaient obligés de soutenir leurs candidats pour se maintenir dans le sillage du pouvoir.

Ngoma Binda Elie (2006) fait observer que « la campagne électorale a révélé effectivement que les électeurs étaient de loin plus préoccupés par l'argent apporté, ou censé être apporté par le candidat, que par le discours, l'idéologie ou autres « choses intellectuelles » glosées par ce dernier. Le mot d'ordre tactique parmi la population était celui de flatter, de considérer comme étant leur candidat unique, quiconque se présentait comme un « Apesa atalata te » (il donne sans regarder, sans compter, avec générosité sans bornes). Quiconque se risquait à répartir sans rien laisser, en « sec » ou (pièces sonnantes et trébuchantes) ou en « mouillé » (en nature, principalement de la bière et des boissons sucrées), était farouchement pourchassé et harcelé. Rien pour rien, tel était le slogan, même le service est suscité, ardemment, par la population elle-même regroupée autour de quelques malins activistes, épousant cyniquement la cause de tous les différents candidats, sans considération aucune de couleurs idéologiques, de camps et par-rains politiques des quémandeurs de suffrages

».

Et de sa part, Madame Agnès Ailela Zabibu, proche parent de Monsieur Gaston Musemena Bongala, candidat député national du PPRD dans la circonscription électorale d'Ubundu dans la province Orientale, nous rapporte que ce dernier avait consolidé son avance sur les autres candidats au point de se faire élire avec 15.484 voix grâce à sa stratégie de faire préparer des grandes marmites de haricots et de riz pour nourrir gratuitement les électeurs le jour du scrutin. Des cas similaires étaient légion à travers la République. Ceci revient à dire que sans moyens financiers très importants, la victoire électorale reste une illusion tant pour les candidats que par les partis politiques.

Le cas le plus emblématique pour la ville de Kinshasa nous vient de la circonscription électorale de la FUNA (Kinshasa 3) dans laquelle le Professeur Samuel Loka-ne-Kongo était candidat député national à côté de Monsieur Ingele Ifoto, alors ministre des Mines. La victoire de Monsieur Ingele Ifoto lui est venue des moyens financiers mobilisés par ce dernier, le professeur Loka-ne-Kongo devant ses maigres sinon son manque de moyens financiers ne pouvait que constater dans l'amertume son échec très cuisant.

Deux pistes ont été exploitées par ces deux forces politiques pour soutenir la campagne de leurs candidats, à savoir leur soutien en payant leurs cautions et un soutien financier mais aussi et surtout en permettant à leurs cadres gestionnaires des institutions ou des entreprises publiques et régies financières de se présenter comme candidats aux élections. Ces derniers avaient tiré les ressources financières pour leurs campagnes électorales des portefeuilles sous leur gestion.

Ce soutien a permis aux candidats sérieux de ces deux forces politiques ou autres à faire face aux dépenses dépassant les 60.000 \$ US et se

faire élire.

**Tableau N°2: Dépenses de campagne électorale des candidats Députés**

N°	Article	Quantité	Coût unitaire/ USD	Coût total/USD
1.	Impression T-shirt	3000	3	9000
2.	Drapelets	5000	0,5	2500
3.	Cartes	10000	0,15	1500
4.	Panneaux publicitaires	5	2500	10000
5.	Banderoles	100	40	4000
6.	Dépliants	5000	0,5	2500
7.	Mégaphones	50	15	750
8.	Affiches	2000	1	2000
9.	Location quartier général	3	300	900
10.	Achat chaises	500	10	5000
11.	Achat pagnes	200	10	2000
12.	Achat bassines	500	2,5	1250
13.	Organisation de meetings	2	1000	2000
14.	Rencontre dans les bases	Illimités	500	5000
15.	Prime des mobilisateurs	20	150	3000
16.	Autres dépenses : carburant, libéralités, ...	-	-	5000
17.	Médias	-	-	5000
18.	Prise en charge des témoins	50	-	250

**Source : Kuna Maba M. G, op., cit.p. 69.**

L'analyse des trois stratégies dominantes mises sur pieds par le PPRD et le MLC viennent de mettre en lumière les rapports étroits qui existent entre les stratégies et les résultats électoraux. C'est dire en d'autres termes que ces trois stratégies dominantes ont effectivement joué un rôle capital pour que le PPRD et le MLC obtiennent des résultats significatifs face aux machines politiques plus vieilles qu'elles.

Nous schématisons ces rapports de la manière ci-après.

## V. CONCLUSION

La présente étude analyse les stratégies du succès du Parti du Peuple pour la Reconstruction et

la Démocratie et du Mouvement de Libération du Congo aux élections législatives et provinciales de 2006.

Son objet consiste à analyser les stratégies qui ont permis à ces deux partis politiques d'émerger mieux que les autres au point de devenir les deux premières forces politiques du pays en moins des cinq années de leur existence. Cet objet soulève une préoccupation majeure qui est celle de savoir pourquoi le Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie et le Mouvement de Libération du Congo obtiennent-ils des résultats significatifs lors des élections législatives et provinciales de 2006 en moins des cinq années de leur existence face aux machines

politiques plus vieilles qu'elles?

Face à cette préoccupation nous partons d'une hypothèse selon laquelle le PPRD et le MLC recourent à un ensemble de stratégies et d'actions politiques soutenues par des moyens financiers pour s'imposer dans l'espace politique congolais.

L'étude s'articule autour des trois points. Il s'agit du recours aux leaders locaux, du recours à la violence et à l'apport des moyens financiers. Le recours aux leaders locaux est cette stratégie qui consiste pour le PPRD et le MLC de recruter des personnalités ayant une notoriété dans leurs terroirs d'origine afin de jouer de leur influence et ainsi recruter des membres au profit du parti. Fwely Diangitikwa (2007) note à ce sujet que le recours aux leaders locaux (identité du terroir) « est un ensemble de stratégies de conquête et de conservation des positions du pouvoir au niveau national mais qui fait du terroir d'origine une carte maîtresse, une rampe de lancement sur l'échiquier national ». La violence quant à elle consiste pour le PPRD et le MLC à créer de l'insécurité sous ses diverses facettes (violence physique, violence psychique, violence structurelle) afin de s'attirer la confiance populaire ou d'éviter la vigilance des adversaires fait politiques. C'est par exemple le fait d'appriivoiser les électeurs de l'Est du pays afin de les amener à voter massivement pour le candidat Joseph Kabila (et les candidats députés nationaux et provinciaux de son camp) en le présentant comme le seul et le vrai faiseur de paix du pays en général et des provinces de l'Est espace swahiliphone). L'apport des moyens financiers permet au PPRD et au MLC de disposer des fonds importants pour faire face aux dépenses liées au processus électoral grâce à leur emprise sur le gouvernement de Transition ainsi qu'aux institutions d'appui à la démocratie.

La méthode géo-qualimétrique facilite cette étude. Elle met à notre disposition quatre ma-

tériaux d'analyse: l'espace politique congolais (espaces géographiques bien conscris et administrés par un pouvoir public) ; le cadre légal (renvoie à la Constitution, aux différents textes législatif et règlementaire ainsi qu'à divers documents permettant aux partis politiques de fonctionner) ; des zones d'influence et les résultats électoraux (chiffres qui attestent le poids politique d'un parti). La méthode géo-qualométrique est appuyée par trois techniques de récolte des données (documentaire, observation non participante et entretien). D nos entretiens avec madame Agnès Ailela Zabibu par exemple nous apprenons que Monsieur Gaston Musemena Bangole, candidat député national pour le compte du PPRD dans la circonscription électorale d'Ubundu dans la province Orientale consolide son avance sur les autres candidats au point de se faire avec 15.484 voix grâce à sa stratégie de faire préparer des grandes marmites de haricots et e riz pour nourrir les électeurs le jour du scrutin.

De la théorie des jeux des acteurs nous saisissons que la position du PPRD et du MLC occupent au sein des institutions de la Transition et d'appui à la démocratie leur a permis de maîtriser et de contrôler le processus électoral. Ils ont en même temps exploiter les atouts et les faiblesses d'autres partis politiques impliqués dans ce jeu electoral.

De ce qui précède, nous affirmons que les trois stratégies dominantes mises sur pieds par le PPRD et le MLC viennent de mettre en lumière les rapports étroits avec les résultats significatifs qu'ils ont obtenu. C'est qui confirme l'hypothèse émise tout au début de la présente étude. Comme le dit si bien Bucyalimwe Mararo S. (2014) que les élections (à l'Est) signifiaient: « le bulletin dans une main, l'arme dans une autre et l'argent dans une gibecière ».

## **VI. BIBLIOGRAPHIE**

1. Bucyalimwe, M.S., et al. (2014). La question de pouvoir et les élections en territoire de Masisi au Nord-Kivu (R.D. Congo) depuis 1959, Série CES et EDS, Panado, Kinshasa.
2. Kourd, E. (2007). La géo-qualimétrie : théorie et pratique, éd. Sciences et savoir, Dakar.
3. Dictionnaire encyclopédique universel, T.7, (1982), éd. Librairie Astrid QUILLET, Paris, (traduit en français par Léon Bruhen).
4. Diangitukwa, F. (2007). Les fraudes électorales. Comment on recolonise la RDC, L'Harmattan, Paris, 2007, p. 39.
5. Diangitukwa D. (2003). Lettre à tous les Congolais. Savoir gouverner, servir la République, éd. Afrique Nouvelle.
6. Kuna Maba, M. G., et al. (2021). Cartographie des partis politiques et la République Démocratique du Congo, Kas, Kinshasa.
7. Kuna M. M. G. (2020). Sélection des candidats et campagne électorale au sein des partis et regroupements politiques en RDC, Kas, Kinshasa.
8. <https://aceprojet.org>, consulté le 17 février 2022 à 9h46'.
9. Lisenga, B. J. (2015). La sécurisation des élections de 2006, In Ngoma, B. P. E. Les élections en RDC. Un regard transversal et prospectif sur les élections législatives et présidentielles de 2006, Ifep, Kinshasa, pp. 115-118.
10. Mbikayi, M. A., (1997). Le phénomène de violence dans le système politique zaïrois post-colonial. Essai d'explication de ses fondements et mécanismes, Thèse de doctorat, Université de Kinshasa.
11. Michaud, Y. (1997). La violence, Gallimard, Paris.
12. Ngoma B. P. E. (2015). Les élections en

RDC. Un regard transversal et prospectif sur les élections législatives et présidentielles de 2006, IFEP, Kinshasa, pp. 17-19.